



## Édito

# Iran Arabie : la rivalité dangereuse des deux Etats émergents.



par **Bernard HOURCADE**

*Conférencier,  
Directeur de recherche émérite au CNRS,  
« Monde iranien » Paris*

En 1978, l'Iran était une monarchie en pleine expansion économique alliée très fidèle des États-Unis. Djeddah, et non Riyad, était la vraie capitale du royaume d'Arabie saoudite, gardien incontesté des lieux saints de l'islam. Qatar, Bahreïn, Abu Dhabi, Dubaï étaient de petits émirats à peine indépendants (1971). Les

conflits liés à l'islam salafiste ou à l'hostilité ancestrale entre chiïtes et sunnites restaient limités à des crises locales vite contrôlées avec le concours efficace des Grandes puissances. C'était la Pax petroleum, la coexistence pacifique entre URSS et USA, avec l'Iran comme « gendarme du Golfe ».

*suite en page 2*

**PROCHAINE CONFÉRENCE** *page 4*  
**INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT**

**CONFÉRENCES PROGRAMMÉES**  
*page 5*

**TRANS-MAGHREB EXPRESS.  
DE TUNIS À ZARIS,  
LA DÉCEPTION DES RÉVOLUTIONNAIRES**  
par de Florence Aubenas,  
journaliste au Monde *pages 6 à 9*

**NOS CONFÉRENCIERS ONT PUBLIÉ**  
*page 10*

**À LIRE GÉOPOLITIQUE** *page 11*

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des parutions de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposées.

Association EUROMED-IHEDN  
chez COUSTILLIÈRE  
48, rue Gimelli - 83000 TOULON  
Tél : 06 34 19 28 79

Contact  
[entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr)  
Site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

Président : Jean-François Coustillièr  
Chargé de communication : Daniel Valla



## Les 5<sup>èmes</sup> Rencontres de Cybèle

- **Comptes-rendus  
des intervenants**  
en ligne sur le site de l'association.
- **Conclusions**  
accessibles par votre code adhérent



**à écouter dès maintenant,**  
les interviews en ligne de nos intervenants

**Michel OLIVER**  
*Président du voyageur culturel Intermèdes*

et **Louis CAPRIOLI**  
*Conseiller du Président  
du groupe de sécurité Géos*

par **Éric BATAILLON**  
*journaliste à RFI*

*suivre le lien :*

[http://www.rfi.fr/emission/20141220\\_euromed-rencontres-lunite-pacifique-terroirisme](http://www.rfi.fr/emission/20141220_euromed-rencontres-lunite-pacifique-terroirisme)



## Un ami nous a quittés Michel ROCHE n'est plus.

Membre du Conseil d'administration  
et vice-président de l'Association  
pour la Région PACA.

*Lire en page 3*



## Iran Arabie : la rivalité dangereuse des deux Etats émergents.

suite de l'Édito de Bernard HOURCADE

Trente ans plus tard, du Viet Nam à l'Afghanistan, les grandes puissances se sont effondrées, l'Iran est devenu une République islamique qui a su résister et se renforcer malgré la tentative d'invasion de son voisin irakien, l'affrontement avec le « Grand Satan » américain et les conflits internes comme internationaux, liés à l'affirmation de sa nouvelle identité islamique et révolutionnaire. Paradoxalement, la classe moyenne iranienne, (hommes et femmes) n'a jamais été aussi dynamique et le gouvernement élu de Téhéran, bénéficiant d'un consensus national millénaire et vivace, négocie d'égal à égal avec les grandes puissances sur le contentieux nucléaire.

Sur l'autre rive du golfe Persique le changement est un des plus spectaculaires de l'histoire. Suivant l'exemple du Koweït qui avait lancé sa production de pétrole en profitant de l'embargo britannique contre l'Iran de Mossadegh en 1951, l'Arabie saoudite et les jeunes monarchies ont bénéficié du soutien politique, militaire et économique des pays occidentaux pour valoriser leurs richesses en pétrole et en gaz, profitant des difficultés et de la mise à l'écart de l'Iran soumis aux embargos internationaux. Dubaï, Abu Dhabi, Doha et même Bahreïn, et bien sur les villes d'Arabie, sont devenus en deux décennies des phares mondiaux du commerce, du luxe, de la finance, de l'architecture. Les capitaux des monarchies pétrolières, amies de l'Occident, s'investissent massivement en Europe. Des accords défense donnent à ces micro-Etats le sentiment d'être des partenaires politiques des grandes puissances et achètent des armes sophistiquées en abondance.

En trois décennies la géopolitique de la région a donc été totalement transformée. L'Irak ayant été ravagé par l'invasion américaine et l'Égypte s'étant révélée incapable de garder son rang de leader politique et culturel du monde arabe, les monarchies pétrolières et la République islamique d'Iran se trouvent face à face.

Le golfe est toujours persique, mais il est désormais dominé et contrôlé par des arabes. Dubaï est devenu le premier carrefour aérien mondial. Malgré sa stabilité politique, sa bourgeoisie moyenne dynamique, ses richesses potentielles et ses 76 millions d'habitants, l'Iran a manqué le train de la mondialisation économique.

Aujourd'hui semble venu le temps du retour du balancier. L'Iran a le temps et sait résister, mais les monarchies pétrolières sont très inquiètes de la fin annoncée des « trente glorieuses » et du soutien sans nuance des États-Unis. L'attribution, par George W. Bush, du pouvoir aux chiites en Irak en 2003, puis la main tendue de Barak Obama à l'Iran en 2009 ont été un véritable traumatisme politique en Arabie saoudite, bien plus qu'en Israël, car la crainte d'un « abandon » n'est pas irréaliste. La rivalité entre les deux nouvelles puissances émergentes est désormais au cœur des politiques et crises du Moyen-Orient, tandis que les petits États cherchent à ne pas faire les frais du conflit. En 2015, avec la perspective d'un accord sur le nucléaire iranien, les craintes saoudiennes atteignent leur paroxysme.

Le conflit n'est pas économique. L'arme du pétrole est bien sûr utilisée à la marge, mais ce n'est pas une « guerre du pétrole et du gaz », comme dans les années 1960. Il semble en effet exister un consensus, en Iran comme en Arabie, avec les compagnies pétrolières occidentales comme avec les clients Chinois ou Japonais pour sanctuariser ce marché vital pour tous.

Malgré les apparences, le conflit actuel n'est pas fondamentalement religieux. Ce champ de bataille est ancien, très ancien sans issue entre l'Iran devenu chiite au XVI<sup>e</sup> siècle et l'Arabie dont le salafisme wahhabite bénéficie du prestige de la fonction de gardien des Lieux saints de l'islam. Certes, l'opposition sunnite/chiite permet la mobilisation populaire, sous-tend des conflits armés locaux ou de grands discours idéologiques, mais l'Iran

chiite, malgré ses tentatives révolutionnaires et son succès avec le Hezbollah, sait fort bien qu'il n'est pas capable de rivaliser avec les réseaux sunnites salafistes développés depuis trois décennies. L'opposition sunnite/chiite demeure une arme redoutable et efficace, mais elle ne forme pas le cœur du conflit actuel.

La rivalité est en effet plus globale, politique, idéologique, sociale, culturelle, voire nationale s'agissant de l'Iran. Il n'y a pas d'« arc chiite » opposé à un « arc sunnite », mais peut être un axe des républiques (en gestation) de Kaboul à Beyrouth, face à un axe des monarchies. Deux modèles politiques et de société qui s'affrontent.

Profitant du « printemps de Damas » qui laissait prévoir la chute imminente du clan Assad, les monarchies pétrolières, avec le soutien des pays occidentaux, ont rapidement mobilisé leurs combattants salafiste djihadistes, non pour soutenir les démocrates, mais pour « couper l'arc chiite », briser l'influence de Téhéran entre Bagdad et Beyrouth, et surtout rétablir un pouvoir « sunnite », pro-saoudien, en Irak. La Syrie, où de multiples rivalités s'affrontent, est donc devenue le premier champ de bataille de la rivalité Iran-Arabie. On sait à quel point cette guerre dépasse largement le territoire syrien martyr.

La rivalité entre l'Iran et l'Arabie qui était latente pendant trois décennies, est désormais frontale, entre États « indépendants » depuis que les États-Unis ont décidé de se désengager de la région. C'est une crise complexe, globale, qui génère des formes de violence inédites, à des échelles multiples, et sur des territoires éloignés. Construire une « coexistence pacifique » entre Iran et Arabie semble donc urgent, mais cela passe par un accord sur le nucléaire qui libérerait les dynamiques de l'Iran. Ce dont ne veut pas l'Arabie sauf à obtenir des garanties de sécurité et une immunité politique et idéologique de ses amis européens et américains. Un cercle vicieux ?



Qui était-il ?

Après des études à la faculté de droit et à l'IEP de Paris, Michel ROCHE était entré en tant que juriste d'entreprise à la direction d'ESSO en 1970.

Dès 1972, il rejoignit le ministère des Affaires étrangères qu'il ne quittera qu'en 2011.

Il partit alors à l'étranger : Lagos, Buenos- Aires, Jérusalem, Berlin (Gouvernement Militaire français), Bonn, Copenhague, Vienne-Nations Unies (Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires), Edimbourg et Bruxelles. Puis il rejoignit l'administration centrale du Quai et s'occupa de la Politique étrangère de l'UE, nucléaire civil et non-prolifération, jusqu'à ce qu'en 2001, il rejoigne la cellule Afrique du Nord et Moyen-Orient pour se consacrer à la coordination des réunions ministérielles multilatérales y compris les relations avec la Ligue arabe et l'OCI.

Il était membre de la délégation française aux négociations du Traité sur la réunification allemande (1989).

Il a contribué, dans le cadre du G8 – BMENA, aux Coordinations des ateliers de la société civile et à la préparation de la réunion ministérielle sous la co-présidence de la France et du Koweït (2011).

Il participa à l'expertise sur le Partenariat de Deauville et du 5+5.

Publications : il a contribué à l'étude sur le 5+5 publiée par les *Cahiers de Confluences Méditerranée* en 2012. Il fut l'auteur de nombreuses analyses publiées régulièrement sur le site du groupe d'analyse de JFC Conseil et, de manière ponctuelle, dans d'autres médias.

En quittant les Affaires étrangères en 2011, il devint Expert indépendant.

Michel ROCHE nous a quittés.

En septembre dernier, Il avait accepté la charge de vice-président délégué pour la région PACA de notre association.

Il avait également accepté d'animer la soirée des membres en novembre, à Marseille. Malgré de grandes souffrances, il avait tenu bon et avait prononcé sa conférence puis discuté pendant deux heures avec tous ceux qui voulaient en savoir plus, encore et encore. Ce soir-là, personne n'a pu se douter de la gravité de son mal tant il était affable, patient et gentil avec chacun, répondant, argumentant, expliquant...

Il avait dû annuler sa participation aux 5<sup>èmes</sup> Rencontres de Cybèle, mais comptait bien animer la soirée des membres à Paris début décembre. Malheureusement quelques jours plus tard il s'est vu dans l'obligation d'annuler aussi cette conférence, devant subir un traitement médical difficile.

Mais toujours très proche de notre association, il était en contact hebdomadaire avec moi, prêt à m'aider, à réfléchir, à analyser la situation... et à faire vivre Euromed-IHEDN. Sa dernière tâche au sein de l'association aura été de proposer le 7 janvier dernier un sujet pour les prochaines Rencontres de Cybèle 2015.

Jusqu'au bout il a accepté de suivre les projets que je lui proposais, sans jamais se plaindre de quoique ce soit...

Au-delà de nos relations associatives, une vraie amitié nous liait depuis plusieurs années. C'est l'ami que je pleure aujourd'hui.

A Dieu, Michel.

*Jean-François Coustillière*



## Les entretiens d'Euromed-IHEDN

### Prochaine conférence ouverte à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : [entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr) ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

#### notre invité

sera **Bernard HOURCADE,**

*Directeur de recherche émérite au CNRS, « Monde iranien » Paris*

sur le thème :

# La rivalité Iran / Arabie Saoudite : une question religieuse, politique, stratégique ou de société ?



géographe, directeur de recherche émérite au CNRS et au W. Wilson Center Global Fellow (USA). Assistant de géographie à l'université de Pau (1972-1978), puis directeur de l'Institut Français de Recherche en Iran (1978 – 1993), il a dirigé l'équipe de recherche « Monde iranien » (CNRS, 1993-2005). Depuis 1970, il a souvent séjourné en Iran et effectué des recherches sur la géographie sociale, culturelle et politique. Il participe comme expert aux travaux de nombreux think tanks et collabore comme consultant sur les questions politiques, géopolitiques, sociales et économiques de l'Iran auprès d'institutions publiques ou privées françaises et internationales, et d'entreprises. Bernard Hourcade est agrégé (1969) et docteur en géographie (Paris-Sorbonne, 1975).

Le temps de la Guerre froide est révolu, mais avec l'émergence de nouvelles puissances régionales, éclatent des rivalités régionales. Entre la république islamique d'Iran et le royaume d'Arabie saoudite, les facteurs d'oppositions sont multiples et ne se réduisent pas à la religion. La compétition entre les deux États émergents du golfe persique joue un rôle central dans les conflits régionaux (Syrie, Irak, Afghanistan, Yémen), et surtout dans le soutien ou la lutte contre les organisations islamistes radicales.

#### À MARSEILLE

Lundi 2 février

amphithéâtre de l'Ecole de la Deuxième Chance  
360, chemin de la Madrague-Ville / pl. des Abattoirs  
MARSEILLE 15ème.

**Date limite d'inscription à la conférence : vendredi 30 janvier**

**Un dîner est organisé autour de notre invité**

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 28 janvier  
Le montant du dîner est de 32 €.  
Les chèques sont à libeller au nom de :  
*Restaurant LES ARCENAUUX* .

#### À PARIS

Mercredi 4 février

amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

**Date limite d'inscription à la conférence :  
vendredi 30 janvier**

**Pensez à communiquer votre date de naissance lors de  
votre inscription : plan vigipirate renforcé oblige.**

**Un dîner est organisé autour de notre invité  
au Cercle de l'Ecole militaire,**

Nombre de places limité :  
inscription jusqu'au mercredi 28 janvier  
Le montant du dîner est de 35 €.  
Les chèques sont à libeller au nom de :  
*Association Euromed-IHEDN.*



## Les entretiens d'Euromed-IHEDN

### Conférences au programme du cycle 2014/2015

Les dates et les thèmes sont maintenant définis.

Vous en trouverez les évolutions dans nos prochaines Lettres Mensuelles et sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)



Lundi 16 mars à Marseille  
Mercredi 18 mars à Paris  
**Eau,  
terres et pouvoirs  
au Proche Orient**

par Pierre BLANC

*Ingénieur en chef des Ponts, des Eaux et des Forêts, Pierre BLANC est également docteur en géopolitique et maître es sciences.*

*Enseignant-chercheur à Bordeaux sciences agro et sciences po Bordeaux (LAM), il est également consultant pour le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM).*

*Il enseigne dans plusieurs instituts ou universités en France, en Italie et au Liban. Il est actuellement rédacteur en chef de la revue Confluences Méditerranée et directeur de la «Bibliothèque de l'Iremmo».*



Lundi 13 avril à Marseille  
Mercredi 15 avril à Paris  
**Le Maghreb :  
facteurs d'unité  
et de désunion**

par Flavien BOURRAT

*Chercheur au Centre Euromaghrébin de Recherches et d'Etudes Stratégiques (CEMRES) dans le cadre de l'initiative 5+5 défense en Méditerranée occidentale.*

*Il prononce également des conférences au profit de stagiaires et d'officiers (Ecole de Guerre, IHEDN,) et enseigne la géopolitique du monde arabe contemporain à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales.*

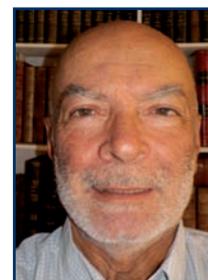


Mercredi 6 mai à Paris  
Lundi 11 mai à Marseille  
**(In)sécurités  
alimentaires  
et rurales  
au Sud et à l'Est  
de la Méditerranée**

par Sébastien ABIS

*Analyste politique, Conseiller au Secrétariat Général du CIHEAM, organisation intergouvernementale de coopération pour le développement agricole et l'alimentation en Méditerranée.*

*Membre des comités de rédaction des revues Confluences Méditerranée et Futuribles. Auteur d'une centaine d'articles et d'interventions publiques portant sur la géopolitique, les enjeux stratégiques euro-méditerranéens, la sécurité alimentaire et les problématiques agricoles. Expert au sein du groupe de travail « Euromed 2030 » de la DG Recherche de la Commission européenne.*



Lundi 15 juin à Marseille  
Mercredi 17 juin à Paris  
**La voile latine,  
symbole  
de la complexité  
et de la diversité  
méditerranéenne**

par Hubert POILROUX-DELEUZE

*né à Marseille Hubert POILROUX-DELEUZE a fait ses études de Droit à Aix en Provence et obtient un doctorat de spécialité, puis un certificat d'Ethnologie générale. Avocat au Barreau de Marseille il devient spécialiste de la propriété intellectuelle. En marge de ses activités professionnelles, Hubert est un passionné de voile et de Méditerranée. Il a d'ailleurs écrit diverses communications et articles sur la navigation et l'Histoire de la Méditerranée et publié deux ouvrages : La voile libre, paru en 1978 aux Editions Maritimes et d'Outremer (EMOM) et Marseille et sa plaisance, co-édité par Jeanne Laffitte et l'ENOM en 1982.*



# Le Monde

## Trans-Maghreb Express. De Tunis à Zarsis, la déception des révolutionnaires

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

De Tanger à Tripoli, la journaliste Florence Aubenas a traversé le Maghreb et ses frontières.  
Une épopée à découvrir en six épisodes



DR Photo Valentine VERMEIL pour LE MONDE

*Dans un cyber café à El-Guettar, petite ville blanche prise entre une palmeraie et du sable.*

L'avenue Bourguiba est déserte, ciel blanc et chaleur lourde, tout Tunis s'est réfugié à la plage ou en famille, un vrai dimanche après-midi. Il va pleuvoir, c'est sûr. Devant la grande librairie, près du théâtre, un employé range le présentoir à cartes postales. L'une accroche le regard, pourtant de facture semblable aux autres, même imprimeur, même lettres rondes et pailletées que celles promettant des « Baisers sucrés de Tunisie ». Celle-là trompette : « Révolution ». Sur l'image, une jeune fille aux traits purs – bien sûr – lève un drapeau dans une foule de

manifestants, couronnée par la date : 14 janvier 2011.

« Journaliste ? », demande un employé.

Il y a désormais deux sortes de visiteurs, m'explique-t-il : ceux qui suivent le « circuit touristique » et ceux qui prennent le « circuit révolutionnaire ». Le premier longe la côte, les plages, les hôtels et les « baisers sucrés ». Le second plonge à l'intérieur des terres, une steppe de rocaïlle et de chômage.

Le lendemain, après quatre heures de route depuis Tunis, je m'arrête à Gafsa,

principale étape technique du « circuit révolutionnaire ». Ici, c'est Zola dans le désert : les plus grandes mines de phosphate du monde, principale ressource de Tunisie, auxquelles se cramponne un peuple de misère, luttant pour un travail qui, peu à peu, finira par l'empoisonner. Depuis près d'un siècle et demi, l'histoire s'y raconte à travers de longues grèves, ponctuées d'arrestations, de morts, d'injustices, dans les bourrasques du sirocco qui soulève une poussière blanche, corrosive, tandis que grince, au loin, un train rempli de phosphate.



## Trans-Maghreb Express.

### De Tunis à Zarsis, la déception des révolutionnaires

**Le Monde**

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

#### Parti officiel ou port du voile

Presque tout de suite, en visitant une start-up à Gafsa, je tombe sur la fille de la carte postale. Ce n'est pas elle, en réalité. C'est pire : ça devrait être elle. Elle a des ongles vernis vert pistache, un voile noir, elle est un peu trop grosse et a le regard buté des idéalistes de 20 ans. Sa meilleure amie est canadienne, elles discutent des heures sur Facebook, le seul endroit où, à Gafsa, une fille a le droit de sortir le soir.

Elle se souvient du « jour du brevet », au collège, en 2009. Elle est devant sa copie. Elle porte déjà le voile. C'était un geste périlleux sous le président Ben Ali – aujourd'hui déchu –, pouvant être interprété comme une marque d'opposition. Pour être honnête, c'est ça qui lui plaît, à la fille de la carte postale, même si elle est profondément croyante. Il faut se rappeler l'époque, aussi. Quand on avait 15 ans à Gafsa et qu'on se disait : « *Pourvu que quelque chose arrive dans ma vie* », on avait le choix entre un week-end avec les jeunes RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique), le parti officiel, ou bien porter le voile.

Ce jour du brevet, donc, un policier entre dans la classe. Il lui arrache son foulard : « *Va-t'en !* » A la maison, son père lui parle : « *A tout moment, un policier peut te montrer que tu n'es pas un être humain. Ça m'arrive à moi aussi. Il faut l'accepter.* » A cet instant, elle le déteste autant que le policier. Jour après jour, elle sent sa colère monter. Elle continue à porter un voile, plus grand encore. Dans la rue, chaque fois qu'un policier fait mine de le lui enlever, elle sent grandir sa violence. Elle a de moins en moins peur. A son amie canadienne, elle demande : « *Tu crois que ce sera comme ça toute la vie ? A Gafsa, le cinéma est devenu un supermarché.* » Elle veut les affronter. Quand la révolution éclate, elle pense : « *C'est à nous !* »

Les jeunes gens comme elles ont donné au mouvement ses blogueurs, ses rappeurs, ses tagueurs, ces filles brandissant leur drapeau et leur innocence, toutes ces

cartes postales et tous ces ongles vernis vert pistache. Trois ans plus tard, elle sait tout ça et elle sent sa vieille rage se réveiller, intacte. « *Pourquoi les vieux nous disent maintenant : "Les choses sérieuses commencent, allez les jeunes, mettez-vous en pyjama et au lit" ?* »

#### « Nous, la gauche, on était à côté de la plaque »

De Gafsa à Redeyef, il doit y avoir une soixantaine de kilomètres. J'ai un épais dossier de presse à propos de Redeyef, 28 000 habitants : on s'y revendique « la véritable ville de la révolution ». Emmenée par les partis et les syndicats de gauche, la population s'y était soulevée en 2008 à cause d'un recrutement jugé inéquitable à la Compagnie générale des phosphates. La révolte avait duré deux ans, tradition ouvrière et lutte des classes, la ville encerclée par les forces de sécurité, trois morts. Redeyef n'avait pas plié. Autant dire que, en 2011, à la chute de Ben Ali, Le Texas, le bar des militants de gauche, est devenu le centre du monde. « *Et nous, on était les héros* », dit un syndicaliste.

Juste après la révolution, au lycée de Redeyef, les enseignants annoncent qu'une nouvelle vie commence, toute propre. La direction de l'établissement ? Virée. Un syndicaliste prend la place. Les fournisseurs ? Virés, jusqu'à la marque de stylos-feutres qui fonctionnait, elle aussi, avec des dessous-de-table. La société tout entière semble alors marcher du même pas. La Compagnie générale des phosphates offre embauches et primes. Le nouveau gouvernement promet des millions et le statut de « martyrs de la révolution » aux victimes de 2008.

Arrivent les élections législatives, le 23 d'octobre 2011, une fête. Et la foudre s'abat sur le bar Le Texas : les Tunisiens ont voté Ennahda, le parti islamiste. « *Il a bien fallu se rendre compte que nous, la gauche, on était complètement à côté de la plaque* », dit Nabil El-Ibrahim. Il est professeur de lettres, membre du Watad, petit parti marxiste. De sa maison, on voit l'économat des mines, à l'abandon, qui

devait devenir le « musée du monde ouvrier ».

A l'hôpital ou au collège, on réclame désormais la prière. Les épiciers de la ville se laissent pousser la barbe. Les plus jeunes des quartiers se grisent de mots comme « *djihad* ». Au lycée, les parents d'élèves obtiennent le départ du directeur syndicaliste. Dans un petit atelier, les artisans s'excuseraient presque de tout cela. « *Les gens de gauche ? Ils ont été courageux contre Ben Ali. Mais ils ne croient pas en Dieu, certains même le revendiquent. Ils boivent de la bière. Ils se disputent sans cesse.* » Le professeur Nabil El-Ibrahim soupire, très doux : « *D'une certaine manière, on fait peur. On s'obstine à refouler le fait que les Tunisiens sont arabo-musulmans. Les jours où je suis vraiment pessimiste, je me dis que ce n'était pas à nous de faire la révolution.* »

#### « Mais qu'est-ce qu'ils veulent à la fin, ces jeunes ? »

Très vite, le conflit entre les partis de gauche et Ennahda monopolise le débat national, recouvrant tout le reste. « *C'est comme si on n'arrivait pas à faire autre chose que de s'opposer, passant de l'ennemi Ben Ali à l'ennemi islamiste* », constate un syndicaliste. En 2013, quand Chokri Belaïd, un homme politique de gauche, est assassiné, puis un autre, le pays tangué. Les fusils sortent à Redeyef, quand débarque, en visite, un représentant du parti islamiste. Six mois plus tard, la démission d'Ennahda du gouvernement apaise la situation sans éteindre le feu.

Au Texas, on reprend des cafés. Deux militants se saluent.

« *Comment ça va ?*

– Comme la Tunisie. »

La conversation tourne autour du nettoyage de la ville spontanément organisé par tous les jeunes de la ville, voilà quelques semaines : les ordures n'étaient plus ramassées depuis la révolution. Chacun parle de l'histoire à demi-mot et gros sous-entendus. Je ne comprends rien. Un syndicaliste finit par m'expliquer



## Trans-Maghreb Express.

### Le Monde

## De Tunis à Zarsis, la déception des révolutionnaires

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

« Quand j'ai voulu me rapprocher de ces jeunes, ils m'ont accusé de récupération et m'ont presque chassé. Je les connais, pourtant, c'est nos enfants. » Un autre raconte : « Ils m'ont crié dessus : "Vous venez nous donner des ordres, vous ne savez faire que ça". » Je leur demande s'il ne s'agit pas d'un conflit de générations, banal après tout. La tablée se tait, gênée de ma méprise, fixant le café au fond des tasses comme s'ils y voyaient soudain basculer leur propre monde et surgir une époque, tout à fait inconnue. « Mais qu'est-ce qu'ils veulent à la fin, ces jeunes ? », finit par demander quelqu'un.

Sidi Bouzid devrait être la prochaine étape du « circuit révolutionnaire », mais on s'arrête avant, à El-Guettar, petite ville blanche, roulée en boule entre une palmeraie et du sable. Comme partout, El-Guettar a ses blogueurs, sa radio Internet, son commissariat brûlé et ses arrestations de jeunes. A la sortie de la ville, une trentaine de garçons, 25 ans de moyenne d'âge, est installée dans une pièce plutôt sombre, chacun les yeux sur son écran. Tous cherchent un peu de Wi-Fi, en se passant la chicha. « On était comme des fous quand Facebook a été autorisé en 2011 », raconte un informaticien. « On voyait pour la première fois ce qui se passait chez nous. »

Ici, l'assemblée se divise entre « chômeurs simples » et « chômeurs diplômés » : beaucoup se sont précipités dans les partis politiques après la révolution, Ennahda ou la gauche, brûlant d'en être, sautant parfois de l'un à l'autre. « Ils avaient été interdits si longtemps qu'on avait envie de tout », se souvient un étudiant. Il en rit aujourd'hui. « Il n'y avait que des chefs, les mêmes depuis toujours, se comportant comme si la révolution était à eux. Nous, on y était aussi, on a droit à une place. »

### Répression

Quelques-uns commencent à déconnecter les ordinateurs : il faut faire attention, trop de répression depuis que le commissariat a brûlé en janvier 2014 pendant une

manifestation de jeunes contre un concours truqué. Des arrestations ont eu lieu. « L'humiliation commence dehors : la police t'oblige à marcher à quatre pattes jusqu'au commissariat. A l'intérieur, on te met nu. C'est le début », raconte un petit blogueur.

Ils s'en sont ouverts au maire, Mabrouk Ammar, nommé après la fuite des autorités. « Soyez patients : c'est une taxe que paie le pays sur ce plan comme sur d'autres », a dit Ammar. « N'oubliez pas que dans la région, la Tunisie est la mieux partie vers la démocratie. » Des rideaux marron juponnent aux fenêtres de son bureau, la lumière tombe en biais sur les pistachiers de l'oasis, tandis que commence, comme chaque jour, le défilé des doléances sur l'état des routes ou les eaux usées, toutes choses défailtantes. En général, le maire répond : « L'Etat a disparu, vous avez raison. Mais payez-vous vos taxes ? » C'est non. Seuls 15 % de Tunisiens continuent à le faire et les factures s'entassent dans les halls d'immeuble, impôts, électricité, gaz, des piles d'enveloppes jamais ouvertes, mais laissées là, comme une protestation muette. Pour les plus riches, les lois n'ont pas vraiment changé, le secret bancaire perdure, les grandes fortunes ne sont pas imposées.

Un administré demande : « Mais la mairie, est-ce qu'elle paie ? » Non, pas davantage. Les finances ont explosé depuis que l'Etat a transféré le salaire des 161 employés municipaux de son budget à celui d'El-Guettar. De jour en jour, Ammar a l'impression de voir les problèmes s'accumuler. Il a offert sa démission.

Un des blogueurs s'inquiète de ma visite : « Vous allez repartir avec une mauvaise image. » Lui, tient à dire qu'il est heureux en Tunisie, tout en refusant de donner son identité, avec ce mélange d'ingénuité et de méfiance propre aux pays qui ont longtemps vécu cadennassés.

Ma voiture arrive à l'entrée d'une bourgade, 15 km plus loin, quand la police m'arrête. A El-Guettar, un citoyen a donné ma plaque, dénonçant une visite suspecte

au commissariat incendié. « Pouvez-vous nous donner le nom de celui qui vous y a incité ? » On passe d'un bureau à l'autre, ça dure une bonne heure. Le même jour, deux autres journalistes et des universitaires espagnols, spécialistes de l'irrigation, ont aussi été arrêtés dans la région.

### « Qui corrompre ?

### On ne sait plus, il n'y a plus d'autorités »

C'est par le quartier nord qu'on arrive à Sidi Bouzid, maisons cossues et massifs de fleurs, le « Beverly Hills » de la ville, où vivent les « chercheurs d'or », de grosses fortunes ramassées dans le trafic archéologique. On passe devant le bureau de l'emploi, lieu de rendez-vous pour les manifestations davantage que pour trouver un travail. Les chiffres du chômage y sont donnés sans problème : « 5 % officiellement sous Ben Ali, en réalité 15 %. Aujourd'hui, 18 %, en réalité 30 %. » On finit par arriver devant la poste centrale avec son portrait géant de Mohamed Bouazizi, 26 ans, dont l'immolation a déclenché l'insurrection, en décembre 2010. A sa mort, ils étaient 20 marchands ambulants comme lui. Ils sont 150 aujourd'hui.

Sur la place, un jeune type en claquettes Gucci se fâche tout seul dès qu'on lui parle. Lui aussi a été condamné, dit-il. Le procès-verbal de police qualifiait son délit de « participation à des événements soi-disant révolutionnaires ». Il me fixe, du défi plein les yeux. « Vous vous rendez compte de la manière dont nos actions sont qualifiées : soi-disant révolutionnaires ? » Il parle plus fort, davantage blessé par les mots que par l'arrestation. « Tout le monde s'en fout, les policiers ont été amnistiés et les vieux politiques continuent à répéter leurs faits d'armes datant d'il y a deux siècles. Nous, on est les jeunes, on a fait l'Histoire et on nous traite de "soi-disant". » Il ne sait pas s'il doit le dire. Et puis si : « On se sent trahis. »

Dans les institutions de la ville, les « anciens » ont commencé à réapparaître,



## Trans-Maghreb Express.

**Le Monde**

### De Tunis à Zarsis, la déception des révolutionnaires

Par Florence Aubenas, dans le quotidien Le Monde

filiales RCDistes ou cadres mouillés dans l'ancien régime et disparus en « congé longue maladie ». Les structures n'ont pas bougé, ou à la marge, les mêmes personnes sont dans les mêmes fauteuils. Depuis 2007 et sans discontinuer, le patron d'une usine de vêtements dirige le centre des affaires de Sidi Bouzid. Ses dossiers ressemblent au cimetière des bonnes intentions. Aucun projet n'avait abouti avant la révolution. Après non plus, à part une usine de lait. Une zone industrielle devait être faite, l'entrepreneur a touché l'argent avant de se volatiliser. Il faudrait reprendre les travaux, mais le prix du ciment a doublé depuis la révolution.

Du centre des affaires, on aperçoit la ville nouvelle, des constructions ici ou là, toutes illégales, y compris la clinique. « Impossible de faire autrement », commente le patron, qui bâtit lui-même un immeuble. « Les administrations et les banques sont bloquées : personne n'ose prendre de décision de peur de se faire dégager. Les dossiers prendraient dix ans. » Sous Ben Ali, les choses lui paraissaient plus claires : il fallait payer, on savait à qui. Et oui, dit-il, il préférerait ça. Il n'est pas loin de penser qu'il reprendrait volontiers la méthode. « Mais qui corrompre ? » Le cri a jailli du cœur. « On ne sait plus, il n'y a plus d'autorités. » En décembre, le patron s'est promis de participer à la campagne présidentielle. Il fait mine d'hésiter auprès de qui s'engager : Nidaa Tounes, sans doute, ce nouveau parti qui mêle milieux des affaires, réseaux benalistas reconfigurés et jeunes gens ambitieux. « En tout cas, j'ai dit à mes ouvrières : si vous votez encore Ennahda, je ferme l'usine. »

Dans un appartement du quartier commerçant, Thanen Baccary dirige une école coranique « tolérante, enseignant la vraie pratique de l'islam », la seule autorisée à décerner des certificats aux imams, sans aide ni protection. La moitié de ses 200 élèves sont partis depuis la révolution. « Les jeunes sont tentés par l'islam radical », dit Baccary, 33 ans. La plupart ont rejoint l'enseignement salafiste, notamment autour de Khatib Al-Idrissi,

imam charismatique de la région, emprisonné sous Ben Ali.

### Une religion différente mais la même vie

Retour à Gafsa, pour passer au Bondy Blog Tunisie, l'une des expériences les plus intéressantes de médias alternatifs : on me transmet le contact d'Amine Ben Mansour, l'un de ceux – dit-on – qui ont arraché « une place pour les jeunes à Gafsa ». On l'appelle « Minou ». C'est un barbu imposant, étudiant en géologie, qui participe à un club de supporters, au Mouvement des jeunes pour la Tunisie, à un studio d'enregistrement. Mes questions sur le salafisme à Sidi Bouzid l'agaçant. Il m'arrête, rigolard et sérieux à la fois : « J'espère que vous n'allez pas me parler aussi des prochaines élections ? Ce débat revient en permanence, des bagarres dont on se moque, alors que la question sociale, qui était celle de l'immolation de Bouazizi, n'a jamais été traitée. »

Je promets de renoncer au scrutin si on revient au salafisme. « Il faut arrêter de présenter les choses comme un problème d'identité. On est différents de nos parents sur ce point : je ne suis pas islamo, mais je ne les rejette pas. Il n'y a pas lieu de se faire la guerre, on a grandi ensemble et, aujourd'hui, on partage la même vie : pas de travail, pas d'appartement, pas de copine. » Minou a pensé quitter le pays. Ils sont beaucoup comme lui, leur nombre augmenterait même depuis la révolution, y compris parmi les plus engagés. Dans la région de la frontière libyenne, au bout du pays.

On est partis. En chemin, on croise des plaques de Tripoli, anciens kadhafistes en exil sortant les dollars pour qu'un orchestre de Sousse leur joue, une fois encore, l'hymne à la gloire du Guide suprême, familles entières fuyant les combats ou révolutionnaires venus s'encanailler, qui plongent tout habillés dans les piscines de Djerba. De temps en temps, les uns tirent sur les autres. En Tunisie, un tiers du PIB proviendrait des voisins libyens.

A Zarsis, en face de Djerba, les jeunes ont longtemps cru qu'une ligne maritime pour l'Italie serait bientôt ouverte, tout à fait légalement : l'Europe avait l'air si contente de la « révolution de jasmin » ! Ils auraient débarqué à Gênes, passeport en règle, comme tout le monde. Et « peut-être même un peu mieux », s'étaient pris à rêver certains. Est-ce que ce n'est pas eux qui ont libéré le pays ? Il n'y a eu ni paquebot ni visas supplémentaires. Les chaloupes de clandestins ont repris la navette, sur la plage d'un club de vacances, douze heures de mer jusqu'à Lampedusa.

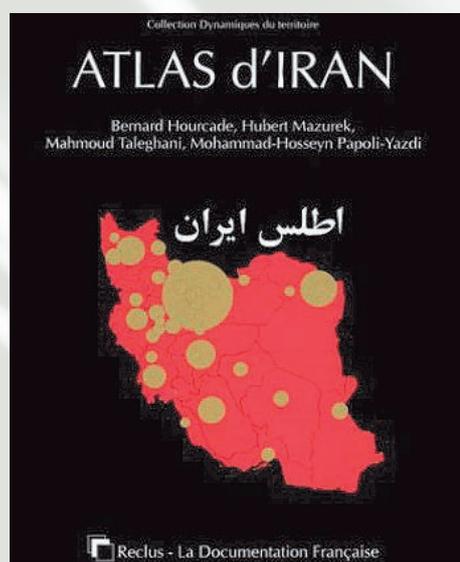
Mais c'est l'autre chemin, surtout, qui fait parler, même s'il reste tout à fait marginal. Pour celui-là, il convient de s'adresser à un médecin de la ville qui fait l'intermédiaire, plaque dorée, salle d'attente chic. Ceux qui s'y rendent n'ont rien de crève-la-faim, des ingénieurs, des informaticiens. A partir de là, ils disparaissent. On les retrouve en Syrie, une kalachnikov dans les mains. Ils seraient 4.000 Tunisiens à combattre là-bas, la première nationalité étrangère. Le gouvernement a décidé de mesures d'urgence.

A Paris, l'ambassade de Libye cherche à me joindre. Mon visa est prêt pour Tripoli.



Article paru du le quotien Le Monde  
paru le 8 août 2014

## Bernard Hourcade, conférencier des Entretiens de février **L'Iran éternel, entre la Nation, l'Islam et le Monde**



### Atlas d'Iran

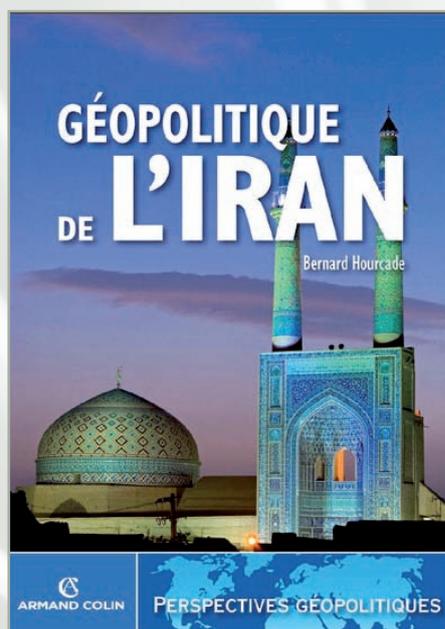
PREMIER ATLAS STATISTIQUE D'IRAN  
PUBLIÉ EN 1998 (RECENSEMENT DE 1986) :  
ENVIRONNEMENT, POPULATION,  
CULTURES, ÉCONOMIE, EMPLOI, LOGEMENT,  
VILLES, TÉHÉRAN

Auteurs **Bernard Hourcade, Hubert Mazurek,  
Mohammad-Hosseyn Papoli-Yazdi,  
Mahmoud Taleghani**

Collection Dynamiques du territoire n°17  
Gip Reclus et Documentation Française, 1998

Cet ouvrage, réalisé au Groupement d'Intérêt Public RECLUS (Montpellier), est l'aboutissement d'une collaboration scientifique entre l'Institut d'Études et de Recherches Culturelles (Téhéran) et l'équipe de recherche «Monde iranien» (CNRS-Paris III), de Paris-Ivry-sur-Seine. Ce programme de recherche et sa publication ont bénéficié du concours de la Direction générale des relations culturelles et techniques du ministère des Affaires étrangères (Paris) et de l'Institut Français de Recherche en Iran.

[www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas\\_iran&l=fr](http://www.irancarto.cnrs.fr/volume.php?d=atlas_iran&l=fr)



### Géopolitique de l'Iran

Auteur **Bernard HOURCADE**,  
Editions Armand Colin, mai 2010

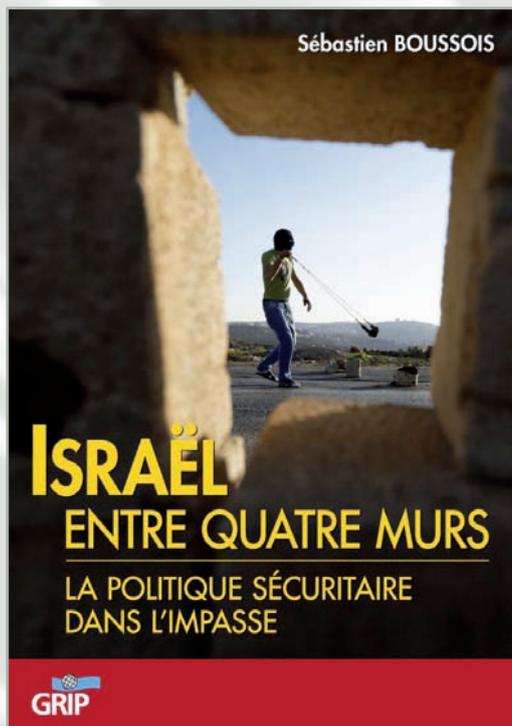
L'Iran est une île entre 4 mondes : arabe, turc, indien-chinois, russo-européen. Son identité politique repose sur 3 composantes : nation, islam, mondialisation. Ces composantes déterminent 3 cercles géopolitiques : 15 États voisins, monde musulman, le reste du monde (et surtout les pays industriels acheteurs de pétrole).

Puissance régionale, l'Iran ne peut malheureusement exercer sa « fonction » de stabilisateur régional. Le pays est faible : aucune exportation industrielle, fin annoncée du pétrole, forte opposition intérieure, faible influence internationale, faiblesse scientifique et technologique... Si l'Iran est un « lion blessé » qui semble n'avoir plus rien à perdre, avec le chantage régional et une logique provocatrice qui joue avec le feu, il s'impose avec la bombe comme une pièce maîtresse du jeu régional.

[www.iran-inde.cnrs.fr/spip.php?article179&lang=fr](http://www.iran-inde.cnrs.fr/spip.php?article179&lang=fr)

## Le complexe de sécurité d'Israël :

éléments de compréhension historique, politique, géopolitique, sociologique, mythologique et mythique.



## Israël entre quatre murs : la politique sécuritaire dans l'impasse

Auteur **BOUSSOIS Sébastien**,  
Editions GRIP - Parution 2014

[www.grip.org/fr/node/1373](http://www.grip.org/fr/node/1373)

Sébastien Boussois, chercheur associé à l'ULB (Université libre de Bruxelles), au Centre Jacques Berque (CNRS-Rabat) et à l'Observatoire du monde arabe de l'UQAM (Université de Montréal-Québec). Il est par ailleurs président du CCMO (Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient), conseiller scientifique à l'Institut MEDEA (Institut de coopération méditerranéenne et euro-arabe) à Bruxelles et auteur de nombreux ouvrages dont *Sauver la mer Morte, un enjeu pour la paix au Proche-Orient* (Armand Colin, 2012) et *Gaza, l'impasse historique* (éditions du Cygne, 2014).

«L'armée et la sécurité sont la véritable religion de ce pays», s'inquiète Gideon Levy, journaliste du Haaretz. Pour l'État d'Israël, la question du «vivre en sécurité» tourne, en effet, à l'obsession. Telle une «villa dans la jungle» — expression d'Ehoud Barak —, il a développé une vraie culture de la forteresse assiégée. Pour se protéger, Israël se replie, s'enferme, mise sur sa force militaire, se lance dans des guerres préventives au nom de la «légitime défense», colonise les terres «incertaines» à ses frontières... À Jérusalem-Est, «judaïser» des quartiers devient ainsi synonyme de sécurisation. Mais cette politique pose question puisqu'elle s'avère incompatible avec l'existence et les droits des Palestiniens...

On ne peut comprendre ce complexe sécuritaire sans se replonger dans l'Histoire de cette «nation» atypique. Le syndrome d'Amalek, — référence à une attaque contre le peuple juif à l'époque de Moïse —, est souvent avancé comme le mythe fondateur du «bellicisme» israélien. Après un détour par l'époque biblique, l'auteur revisite surtout des pages d'Histoire récentes: la profonde blessure laissée par la guerre du Kippour (1973), le traumatisme des premiers attentats-suicide dans les années 1990, les échecs des interventions au Liban (2006) et dans la bande de Gaza (comme à l'été 2014), les cyber-attaques contre l'Iran, l'incidence des Printemps arabes... Ce tableau ne saurait toutefois être complet sans une analyse de la situation sociale interne — incontestable bombe à retardement — et de la radicalisation de l'opinion publique israélienne. Autant d'éclairages essentiels qui permettent de mieux appréhender la politique complexe de ce pays, tiraillé de toutes parts.